



Québec, le 2 avril 2019
Monsieur Jean-François Roberge
Ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
Édifice Marie-Guyart
1035, rue De La Chevrotière, 16^e étage
Québec (Québec) G1R 5A5

Objet : Pistes de réflexion au sujet des deux périodes de détente de 20 minutes dans les écoles

Monsieur le Ministre,

À la suite de notre rencontre très constructive du 24 janvier dernier, nous nous sommes entendus pour maintenir notre collaboration et vous communiquer la vision des membres de l'Association québécoise des cadres scolaires (AQCS) quant aux projets de votre ministère. C'est ainsi que nous vous transmettons aujourd'hui de l'information terrain au sujet des conditions de réussite pour l'implantation de deux périodes de détente d'un minimum de 20 minutes par jour à l'horaire de toutes les écoles du Québec. Nous souhaitons également vous exposer différentes questions et situations, pour préciser les balises de cette obligation à venir.

À titre de rappel, soulignons que l'AQCS regroupe plus de 2 300 gestionnaires œuvrant dans les commissions scolaires francophones et anglophones du Québec. Nos membres occupent des fonctions de conseil et d'encadrement dans les centres administratifs des commissions scolaires et dans les établissements.

Des précisions essentielles à apporter

D'entrée de jeu, il est important de mentionner que l'AQCS est favorable au principe entourant la mise en place de deux récréations par jour dans l'objectif annoncé de permettre aux élèves de bouger davantage. Par ailleurs, nous désirons souligner que les temps de détente minimaux, en vertu des dispositions au projet de règlement que vous avez proposé, ne concernent pas les élèves du préscolaire. S'il ne s'agissait pas de votre intention, nos membres experts vous suggèrent de le préciser à l'article 17 du Régime pédagogique.

En tout respect des dispositions du Régime pédagogique, plusieurs commissions scolaires et écoles auront bien peu de marge de manœuvre, si elles doivent procéder à l'ajout de minutes de récréation, notamment en après-midi.

... 2

Il importe de rappeler que les horaires des écoles sont assujettis à certaines contraintes légales qui ne peuvent être contournées, afin d'y insérer le temps de détente prescrit. En effet, au primaire, les élèves doivent recevoir 25 heures de services éducatifs par semaine, soit généralement cinq heures par jour, du lundi au vendredi. À ces cinq heures, nous devons ajouter une période de dîner minimale de 50 minutes pour les élèves (art. 17 du Régime pédagogique). Mais considérant la convention collective des enseignants, cette période est plutôt de 75 minutes (convention collective, art. 8-7.05).

Aux temps minimaux décrits précédemment, nous devons ajouter les deux périodes de détente actuelles. Sans oublier les temps d'accueil et de déplacement à l'entrée et à la sortie des élèves, qui sont nécessaires afin que l'habillage et le déshabillage en période hivernale n'empiètent pas sur les cinq heures de services éducatifs par jour.

Au fil des ans, dans le but d'optimiser leurs services de transport, certaines commissions scolaires ont réduit au minimum l'amplitude de leur journée de classe. Cela permet aux autobus de desservir plusieurs écoles, matin et soir.

Ainsi, pour certaines écoles et commissions scolaires, il sera nécessaire de réorganiser les horaires, notamment les heures d'entrée et de sortie des élèves. Dans un contexte d'optimisation des ressources, cette réorganisation des horaires aura des impacts non seulement sur les équipes-écoles et les familles d'élèves du primaire, mais également du secondaire. Voici quelques pistes de réflexion quant à ces impacts, qui ont un effet domino :

1. **En modifiant l'amplitude des jours de classe, les élèves transportés devront l'être plus tôt le matin ou plus tard le soir**, tant au primaire qu'au secondaire, puisque les circuits d'autobus sont généralement interreliés et optimisés.
 - En milieu rural, nos membres experts nous indiquent que le transport débute parfois à 6 h 30, et que plusieurs élèves fréquentant des programmes particuliers, ou utilisant un transport hors bassin, arrivent à leur domicile à 18 h. Nous pouvons croire qu'il serait peu avantageux pour les vies familiales qu'une heure encore plus matinale de départ ou plus tardive de retour soit proposée.
 - Les transporteurs devront repenser les contrats des conducteurs de véhicules afin d'élargir leurs plages de travail. Cette situation aura une incidence sur leurs coûts de fonctionnement et, par voie de conséquence, sur les coûts des contrats conclus avec les commissions scolaires.
 - L'AQCS est également préoccupée à l'égard de la capacité des EHDA à s'adapter à des journées de classe prolongées.
2. Afin d'aménager des plages de récréation de 20 minutes en évitant de modifier les parcours de transport scolaire, bon nombre de milieux pourraient décider de **réduire la durée de la période de dîner**.
 - Cette solution nécessiterait, dans certains cas, des ententes locales ou une modification à la convention collective nationale, afin de diminuer la période de dîner des enseignants à moins de 75 minutes.

... 3

- Certains parents choisiront d'inscrire leur enfant au service de garde, afin qu'il bénéficie de plus de temps pour manger. À terme, l'offre du transport du midi, qui doit s'autofinancer, pourrait en être affectée, et être refusée à des parents qui la préféreraient au service de garde. Soulignons d'ailleurs que certains parents considèrent que l'inscription au service de garde du midi est trop onéreuse et optent pour le transport du midi.
3. Afin d'éviter de modifier l'amplitude des jours de classe ou encore la période du dîner, certains milieux pourraient être tentés de **couper dans les temps d'accueil et de déplacement** nécessaires à l'habillage et au déshabillage des élèves. Avec votre expérience, Monsieur le Ministre, vous pouvez aisément imaginer les conséquences dans les écoles où le temps nécessaire à ces opérations sera fort possiblement amputé des cinq heures de services éducatifs par jour. Ces conséquences nous semblent contraires aux objectifs poursuivis.
- Selon nos membres experts, les milieux devront alors valider les options restantes et leurs risques : diviser les circuits de transport du primaire et du secondaire (générant ainsi des coûts importants), réduire les minutes « improductives » des circuits (marge de manœuvre en cas d'imprévu), etc. Or, dans le contexte où le financement en transport scolaire est établi sur une base historique, il nous apparaît primordial de s'assurer que les coûts reliés à cette mesure soient financés directement par votre ministère.

En complément, nous désirons attirer votre attention sur les quelques réflexions suivantes :

- Conformément aux conventions collectives et aux différentes cultures organisationnelles, ces minutes de détente s'ajouteront à la **tâche éducative** des enseignants, qui devront faire des choix et cesser certaines activités éducatives.
- Si ce projet inclut la clientèle des **maternelles 4 et 5 ans**, nous estimons important de signaler combien l'organisation de la surveillance de ces tout-petits sera complexe, puisque la tâche éducative de leurs enseignants est presque exclusivement dédiée à l'enseignement.
- Afin **d'accompagner les enfants plus vulnérables** lors des récréations, des dispositions et un nombre d'heures sont prévus à la tâche des préposés à la surveillance des EHDA et des techniciens en éducation spécialisée. Des hausses d'heures sont donc à envisager quant à ces postes, afin d'assurer l'encadrement nécessaire pour ces élèves. Il faudra également prévoir des dépenses supplémentaires en masse salariale.
- Des plages de travail plus courtes, notamment sur l'heure du midi, nuiront au **recrutement du personnel** en service de garde et de préposés à la surveillance des élèves handicapés, qui est déjà difficile.

Bilan et recommandations

Nous désirons vous assurer que les cadres de l'AQCS mettront tout en œuvre pour concrétiser cette nouvelle exigence.

Toutefois, pour une gestion du transport scolaire efficiente et centrée sur les besoins des familles, nous estimons que l'augmentation du temps de récréation impliquera, dans certains milieux, l'ajout de véhicules affectés au transport des élèves. Afin d'y arriver sans impact financier, des ajustements budgétaires récurrents devront être accordés à certaines commissions scolaires.

... 4

L'objectif de faire s'activer les élèves est tout à fait louable et nous y souscrivons. Nos membres vous soumettent ici d'autres pistes à explorer, sans impact financier ou sur la tâche des enseignants :

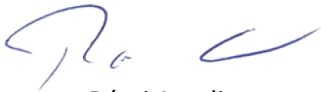
- Modifier l'article 17 du Régime pédagogique en ajoutant plutôt les termes suivants : « d'un minimum de 40 minutes de pause active réparties en au moins deux périodes distinctes durant la journée de classe. » Cette proposition permet d'offrir une plus grande latitude aux équipes-écoles et aux gestionnaires pour distribuer le temps de jeu ou d'activité ludique.
- Préciser clairement, dans le texte modifié, qu'il s'agit d'une période de pause active, de jeu ou d'activités ludiques. Le terme détente ne semble pas atteindre les objectifs que vous avez décrits au cours des dernières semaines.

L'AQCS sera fière de contribuer à la poursuite de vos réflexions entourant les récréations. Nos membres des services du transport scolaire, de l'organisation scolaire, des ressources humaines et financières sont prêts à vous partager leur expertise et à collaborer pour l'évolution de l'offre de services éducatifs des commissions scolaires.

Nous vous invitons à communiquer avec nous, selon les termes qui vous conviendront.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, nos salutations distinguées.

Le président,



Rémi Asselin

Le directeur général,



Jean-François Parent